

**Le Grand Conseil  
du canton de Berne**

**Der Grosse Rat  
des Kantons Bern**

Mercredi (matin) 30 novembre 2016

**Direction de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques**

**68 2016.RRGR.852 Motion 165-2016 CSéc (Wenger, Spiez)  
Simplification des formalités pour l'accueil d'enfants dans des familles**

N° de l'intervention: 165-2016  
Type d'intervention: Motion  
Déposée le: 05.09.2016  
Déposée par: CSéc (Wenger, Spiez) (porte-parole)  
CSéc (Müller, Berne)  
Cosignataires: 10  
Urgence: accordée le 08.09.2016  
N° d'ACE: 1162/2016 du 26.10.2016  
Direction: POM

**Simplification des formalités pour l'accueil d'enfants dans des familles**

Le Conseil-exécutif est chargé :

1. de revoir et d'adapter les conditions générales de l'accueil d'enfants dans des familles ;
2. de libérer les organisations de prise en charge des obligations inutiles ;
3. d'élaborer des solutions plus économes avec le niveau de qualité requis.

Développement :

Le placement d'enfants en famille d'accueil coûte très cher : en règle générale il faut compter entre 180 et 280 francs par jour. L'hébergement d'un requérant d'asile mineur non accompagné (RMNA) coûte ainsi 5400 francs et plus par mois. Si deux frères et sœurs sont placés dans une même famille, on arrive à 10 800 francs.

Les contraintes que le canton impose aux organisations de prise en charge font inutilement grimper ces coûts. Selon les directives cantonales, la famille d'accueil reçoit une indemnisation comprise entre 1700 et 2200 francs par mois. Ce montant est multiplié par deux à cause des organisations de prise en charge. L'équivalent de dix pour cent de poste devrait par exemple être consacré à chaque enfant. De telles exigences de quantité ne sont pourtant pas un gage de qualité ; elles sont tout à fait inutiles. Il faut donc remanier sans réserve les conditions générales actuelles.

Il ne s'agit pas de saper la protection des enfants ou de remettre en question une assurance qualité raisonnable. Cependant, l'inefficience n'est et n'a jamais été un critère de qualité. Il est important de se concentrer sur des critères de qualité importants et de les contrôler judicieusement. A l'avenir, il faudra pouvoir placer les enfants et les adolescents et adolescentes en famille d'accueil sur la base des frais effectifs occasionnés. La part de supplément de prise en charge doit diminuer drastiquement. Les hébergements nécessitant un accompagnement intensif doivent être désignés comme tels et les coûts engendrés doivent être justifiés.

**Réponse du Conseil-exécutif**

Les motionnaires exigent la révision des conditions régissant le placement d'enfants en famille d'accueil ainsi que la mise en œuvre d'un financement efficient fondé sur les prestations effectivement fournies. Selon eux, les organisations de placement familial ne doivent intervenir que si un encadrement intensif est requis et les tarifs appliqués doivent être transparents. La présente motion porte sur un domaine ressortissant exclusivement au Conseil-exécutif (motion ayant valeur de directive). Le gouvernement dispose ainsi d'une latitude relativement grande en ce qui concerne le degré de réalisation des objectifs fixés, les moyens à mettre en œuvre et les modalités pratiques. Il lui appartient de décider en dernier ressort.

En 2015, le placement en famille d'accueil concernait environ 21 pour cent des enfants placés hors de leur milieu familial d'origine et 12 pour cent des 489 requérants d'asile mineurs non accompagnés (RMNA) recensés dans le canton de Berne (état au 26 août 2016). Dans le domaine de l'asile en particulier, ce type de placement est une solution envisagée seulement pour les mineurs présentant un besoin accru d'encadrement ou pour les enfants de moins de 14 ans.

La fonction des organisations de placement familial, autrement dit des prestataires dans le cadre du placement chez des parents nourriciers (PPP), n'est pas des moindres. L'accompagnement des familles d'accueil, dans les situations critiques notamment, peut grandement améliorer la viabilité du lien nourricier. En intervenant, le PPP permet d'éviter une rupture de ce lien, qui est pesante et pénible pour les personnes concernées. La prise en charge des RMNA a en outre ses propres particularités – comme les difficultés liées à la langue, les problèmes de communication d'origine culturelle et le passé traumatisant des enfants – et la tâche peut rapidement s'avérer ardue pour les parents nourriciers.

Le Conseil-exécutif prend position sur les différents points de la motion comme suit :

*Point 1*

Le placement d'enfants chez des parents nourriciers est réglé au niveau fédéral par une ordonnance (ordonnance fédérale du 19 octobre 1977 sur le placement d'enfants, OPE ; RS 211.222.338) qui énonce les conditions d'octroi des autorisations et de l'exercice de la surveillance et définit le bien de l'enfant comme le premier critère dont il faut tenir compte. Dans le cadre d'un tel placement, l'autorité de protection de l'enfant du lieu de placement est compétente pour examiner l'aptitude générale des parents, pour délivrer l'autorisation et pour exercer la surveillance. L'autorité de protection de l'enfant du domicile de l'enfant et les services sociaux interviennent ensuite comme commanditaires de prestations, le cas échéant par voie de décision. Ce sont ces commanditaires qui décident également s'il est judicieux et nécessaire qu'un suivi soit assuré par un PPP. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2014, les PPP sis dans le canton de Berne doivent être titulaires d'une autorisation. L'octroi de l'autorisation et l'exercice de la surveillance relèvent de la compétence de l'Office cantonal des mineurs (OM).

Le Conseil-exécutif s'en tient au droit fédéral. Il n'est pas compétent pour réviser et adapter les conditions générales de l'accueil d'enfants dans les familles.

*Points 2 et 3*

Pour offrir une prise en charge de qualité, un PPP doit garantir, pour pouvoir faire face aux crises, qu'une permanence est assurée 24 heures sur 24 et que les collaborateurs qualifiés sont disponibles en nombre suffisant pour assurer le suivi sociopédagogique des familles d'accueil et des enfants placés au cas par cas, en fonction de leur situation. Durant la phase d'admission, dans les situations de crise et dans les autres situations particulièrement difficiles, un entretien avec l'enfant placé et avec la famille d'accueil a en règle générale lieu au moins une fois par semaine. Conformément aux directives cantonales du 24 octobre 2013 relatives à l'octroi d'une autorisation pour les prestations fournies dans le cadre du placement chez des parents nourriciers, un professionnel travaillant à plein temps prend en charge au maximum 12 suivis socio-pédagogiques. On ne peut donc pas prétendre que l'équivalent de dix pour cent de poste soit consacré à chaque enfant.

Toutefois, il est vrai que selon les recommandations du canton le placement chez des parents nourriciers, s'ils ne sont pas accompagnés par un PPP, représente généralement une dépense mensuelle approximative de 2000 francs (le montant comprend les coûts d'entretien, de prise en charge et la rémunération). Lorsqu'un PPP assure le suivi du placement, il faut compter avec une somme journalière de 180 francs environ (soit 5400 fr. par mois). Ni les coûts indirects, ni les frais de santé, de gestion des cas et de formation, survenant dans le domaine de l'asile, ne sont compris dans ce montant. Par conséquent, les coûts réels se situent entre 180 et 220 francs par jour ; il faut noter à cet égard que les familles d'accueil bénéficiant d'un suivi reçoivent le plus souvent une indemnité supérieure. L'hébergement des RMNA dans des familles d'accueil coûte, lorsque ces dernières sont accompagnées par un PPP, 153 francs par jour (soit 4590 fr. par mois).

Hormis le placement familial, il existe également l'option du placement dans un foyer. Les institutions résidentielles facturent, pour la plupart, un forfait moyen de 250 à 400 francs par jour selon le calcul des coûts complets (7500 à 12 000 fr. par mois). Le placement d'un enfant en famille d'accueil est comparativement l'option la plus économique.

Le nombre de PPP a fortement augmenté ces dernières années : on estime qu'actuellement les PPP servent d'intermédiaire et d'accompagnants dans 30 à 40 pour cent des cas environ. L'analyse menée dans le cadre du projet intitulé « Optimiser les aides éducatives complémentaires dans le canton de Berne » (Oaec) révèle non seulement que l'organisation des PPP et l'offre qu'ils proposent ont évolué de façon incontrôlée, mais aussi qu'il existe d'importantes disparités en termes de volume, d'éventail et de rémunération des prestations. Etant donné que les tarifs ne font pas l'objet de prescriptions cantonales, ils varient considérablement. Une définition claire des prestations fournies et une présentation transparente des coûts figurent au nombre des objectifs du projet Oaec et des propositions pour l'harmonisation des prestations ainsi que des tarifs pratiqués par les PPP seront soumises au Conseil-exécutif à la fin de 2016.

En résumé, le Conseil-exécutif constate qu'il est nécessaire d'intervenir, comme le demandent les motionnaires. Des solutions sont actuellement élaborées dans le cadre du projet Oaec, raison pour laquelle le Conseil-exécutif propose d'adopter ces points sous forme de postulats.

Proposition du Conseil-exécutif :

Vote point par point

Chiffre 1: Rejet

Chiffre 2: Adoption sous forme de postulat

Chiffre 3: Adoption sous forme de postulat

**Le président.** Und so ist es halt in der Politik, wir fahren einfach mit den Traktanden fort. (*Hilarité*) Wir kommen zum Traktandum 68, einer Motion der SiK, vertreten durch Herr Grossrat Wenger. Ziffer 1 ist zurückgezogen. Der Regierungsrat empfiehlt, die Ziffern 2 und 3 als Postulat anzunehmen. Wir führen eine freie Debatte. Bitte, Herr Grossrat Wenger.

**Markus Wenger, Spiez (PEV),** président de la CSéc. Wie kommt die Sicherheitskommission darauf, einen solchen Vorstoss zu machen? Der Ursprung war letzten Sommer auf der Bäregg, als ich eine Besprechung mit Herrn Aeschlimann und Herrn Pfeiler hatte. Damals haben wir festgestellt, dass es nicht möglich ist, Kinder für 171 Franken, welche die Institution erhält, in Familien unterzubringen, weil der Tarif für eine Unterbringung in Familien zwischen 180 und 230 Franken liegt. In der Zwischenzeit habe ich allerdings erfahren, dass man Verbesserungsmassnahmen machen konnte, sodass die Kosten geringer wurden. Ich habe die Zahlen danach ein wenig angeschaut, und es ist erstaunlich, wie die Familienunterbringung heute finanziell organisiert ist. Eine Gastfamilie, die ein Kind aufnimmt, erhält pro Monat ungefähr 2000 Franken. In diesen 2000 Franken ist folgendes enthalten: das Zimmer, welches das Kind braucht, seine Nahrung, seine Kleider, Ausflüge und alles, was irgendwie in eine Kindererziehung hineingehört. Die administrative Betreuung dieser Familie und auch die Unterstützung, die sie für die Kinderbetreuung erfährt, beträgt 3000 Franken im Monat. Somit geht der eineinhalbfache Betrag von demjenigen, den die Familie für das Kind erhält, an die Organisationen für die übergeordnete Betreuung. Das ist sehr viel Geld. Aber endgültig zu viel Geld ist es nämlich dann, wenn eine Familie zwei Kinder betreut. Dann erhält die Organisation für diese beiden Kinder pro Monat 6000 Franken. Bei diesen Zahlen hatten wir in der Kommission das Gefühl, hinsehen zu müssen.

Der Sicherheitskommission ist aber Folgendes ganz wichtig: Wir wollen keinen Kahlschlag der Qualität. Wir wollen nicht in die Zeit der Verdingkinder zurück, als wirklich schlechte Situationen geherrscht haben. Das kam dann auch in der Besprechung heraus, und deshalb ist es im zweiten Punkt auch explizit erwähnt. Wir wollen eine kosteneffizientere Lösung, aber wir wollen schlussendlich nicht bei der Qualität sparen, sondern die Organisation vereinfachen. Und deshalb

wollen wir versuchen, nicht zwingende Forderungen aufzuheben. Welche Forderungen betrifft das beispielsweise: Ich habe damals auf der Bäregg gehört, dass jemand, der solche Familien betreut, nicht mehr als 10 Dossiers haben darf. In der Antwort des Regierungsrats steht nun, dass es 12 Dossiers sind. Für mich ist aber die Anzahl Dossiers, die eine Vollzeitstelle betreut, kein zwingendes Qualitätsmerkmal. Stellen Sie sich vor, dass ein Taxifahrer einfach die Auflage hätte, nicht mehr als zwei Kunden pro Stunde zu nehmen. Das kann kein Qualitätsmerkmal sein, denn es kommt doch darauf an, wohin diese Kunden wollen. Und hier kommt es doch darauf an, welchen Aufwand die betreuten Kinder verursachen. So entsteht vermutlich bei Geschwistern weniger Aufwand. Aber es gibt auch dort recht grosse Unterschiede, und wir machen ja in unserer Forderung auch keine Vorschrift, was genau erreicht sein muss.

Erstens möchten wir hinsehen und prüfen, was wir vereinfachen können. Zweitens können wir bei nicht zwingenden Auflagen die Rahmenbedingungen für die Betreuungsorganisationen einfacher machen, damit die Kosten in diesem Zwischenteil für uns tiefer werden. Wir wollen aber nicht bei den Familien sparen, welche diese Kinder betreuen. Diese haben einen Aufwand, und sie sollen dafür auch korrekt entschädigt werden. Vor diesem Hintergrund hat die Kommission zu Beginn der Session in der Wandelhalle entschieden, an der Motion festzuhalten. Ich bitte Sie, diesen Forderungen zuzustimmen.

**Le président.** Wir kommen zu den Fraktionen.

**Meret Schindler, Berne (PS).** Wir gehen einmal grundsätzlich davon aus, dass nur diejenigen Kinder bei den Gastfamilien einzelplatziert sind, bei denen das indiziert ist. Wir wollen auf keinen Fall einen Qualitätsabbau. Deshalb kann die SP-JUSO-PSA-Fraktion die Punkte 2 und 3 als Motion nicht voll und ganz unterstützen. Wir werden wohl ein durchzogenes Bild abgeben, allerdings verfolgen wir zuerst noch die Diskussion hier im Grossen Rat. Ein Postulat in den Punkten 2 und 3 würden wir einstimmig annehmen. Die Antwort der Regierung ist für uns stimmig.

Die in der Antwort erwähnte Ist-Analyse, welche Ungleichheiten zwischen den verschiedenen Leistungserbringern festgestellt hat, darf natürlich nicht ausser Acht fallen. Diese Ungleichheiten müssen einander angeglichen und die bestmögliche Qualität erreicht werden. Uns stört, dass in der Motion allgemein davon gesprochen wird, dass die Platzierung von Kindern in Gastfamilien sehr teuer ist. Es geht hier nicht explizit um UMA, sondern allgemein um Kinder in Gastfamilien. Wollen wir das? Wir haben gesagt, mit «günstiger» können wir gut leben, deshalb sagen wir ja zum Postulat. Aber «billig» liegt für uns nicht drin.

**Christoph Grimm, Berthoud (pvl).** Punkt 1 ist bekanntlich zurückgezogen. Mit Punkt 2 verlangen wir lediglich, dass nicht zwingende Auflagen aufgehoben werden. Es geht auf keinen Fall darum, den Kinderschutz zu untergraben. Es geht darum, dass eine Vereinfachung angestrebt werden kann und dabei auch noch die Kosten gesenkt werden können. Ich bin selber in der SiK, und kann sagen, dass es aus unserer Sicht nicht relevant ist, ob 10 oder 12 Personen betreut werden, wie der Präsident schon dargelegt hat. Die Frage ist vielmehr, wie viel Zeit gebraucht wird, um jemanden zu betreuen. Selbstverständlich handelt es sich um Fachpersonen. In Punkt 3 verlangen wir auch nicht, dass bei der Qualität abgebaut werden soll. Für uns ist klar, dass die Qualität garantiert werden muss. Die glp ist hier der Meinung, dass noch Spielraum besteht.

In Zukunft soll die Entschädigung beispielsweise nach effektiv anfallenden Kosten geschehen und nur bis zu einem definierten Maximalbetrag gehen. Auch dort könnte man wahrscheinlich noch etwas hereinholen. Also muss die Frage gestellt werden, welche Zusatzbetreuungen wirklich wichtig sind. Wichtig ist, dass die Regierung die gesamte Situation überdenkt. Mit der Empfehlung zur Annahme als Postulat ist sie dazu bereit. Hier kann man auch wirklich ein Zeichen setzen. Die glp möchte deshalb diese Motion auch ganz klar als Motion überweisen. Sie ist so offen formuliert, dass es meines Erachtens vertretbar ist, sie hier als Motion zu überweisen. Vielen Dank, wenn Sie sich dem anschliessen können.

**Simone Machado Rebmann, Berne (LAVerte).** Die grüne Fraktion hat zur Kenntnis genommen, dass der Regierungsrat bereit ist, die Organisation der Familienbegleitungen und ihre Leistungen zu überprüfen, weil sie sich in den letzten Jahren unkontrolliert entwickelt hat. Wichtig ist der grünen Fraktion die Qualität bei der Unterbringung der Pflegekinder. Das schliesst nicht aus, dass man auch die Kosten im Auge behält. Ein Teil der Kinder und der Pflegefamilien braucht Unterstützung und Begleitung. Sie sollen diese auch erhalten. Wie schief es in diesem Bereich gehen kann, haben

wir bis in die 1980er-Jahre bei den Verdingkindern und den Kindern der Landstrasse erfahren. Aus diesen Gründen würdigt die grüne Fraktion ein umsichtiges Vorgehen und würde daher ein Postulat vorziehen. Eine Motion haben wir nicht diskutiert. Wir werden uns nach der Diskussion entscheiden. Wenn wir der Motion zustimmen, dann ist uns wichtig, dass die Qualität im Vordergrund bleibt.

**Monika Gygax-Böninger, Obersteckholz (PBD).** Der Vorstoss der SiK nimmt ein Thema auf, das immer mehr Bedeutung erhalten wird, je mehr UMA bei uns unterzubringen sind. Ich verzichte darauf, die Begründung zu wiederholen, da sie teilweise in der Antwort des Regierungsrats vorliegt, wie wir bereits gehört haben. Die Forderungen gemäss Ziffer 2 und 3 sind für die BDP aber so wichtig, dass wir sie in Form einer Motion annehmen wollen.

**Raphael Lanz, Thoune (UDC).** Ich darf Ihnen namens der SVP-Fraktion mitteilen, dass wir uns der Haltung der SiK anschliessen. Es ist ja nicht so, dass auch in diesem Bereich immer mehr Regelungen zwingend bedeuten, dass diese ein besseres Ergebnis und eine bessere Qualität ergeben. Deshalb sind wir eigentlich auch hier für eine schlanke und effiziente Regelung ohne unnötige Bürokratie, und nach dem Motto: so viel wie nötig, aber auch so wenig wie möglich. In diesem Sinne ist es richtig, wenn wir das Anliegen der SiK als Motion überweisen. Die SVP wird das tun.

**Dave von Kaenel, Villeret (PLR).** Ici aussi, malgré les contraintes du droit fédéral supérieur, il doit aussi être possible, non pas simplement d'économiser, mais surtout d'optimiser les coûts globaux pour l'accueil des enfants dans les familles. Comme pour de nombreuses offres dans le domaine de l'asile ou des placements en institution, on part sur des forfaits définissant des tarifs de base. Malheureusement, en règle générale, ceux-ci ne sont que très rarement remis en question. C'est un peu le principe d'un prix pour la vie. Personnellement, j'aurais accepté les points 2 et 3 comme motion, mais je me rallie à la majorité du groupe PLR qui peut vivre avec la proposition du gouvernement en soutenant le postulat.

**Daniel Beutler, Gwatt (UDF).** Im Namen der EDU-Fraktion danke ich der SiK für das Hinschauen. Wir danken für das Formulieren dieses wirklich guten Vorstosses. Es geht um viel Geld. Andererseits geht es um Menschen, um Kinder. Dort darf es etwas kosten, aber es darf nicht in dem Sinne sein, dass Ineffizienz oder gar Abzockerei mitfinanziert wird. Die EDU-Fraktion unterstützt diesen Vorstoss deshalb auch als Motion.

**Le président.** Gibt es weitere Wortmeldungen? – Wir haben einen Einzelsprecher, Herrn Grossrat Ruchti.

**Fritz Ruchti, Seewil (UDC).** Ich möchte mich meinem Vorredner anschliessen und der SiK danken, dass sie hingeschaut und diesen Vorstoss als Motion eingereicht hat. Es ist noch gar nicht lange her, da haben wir uns mit unserem Voranschlag befasst und gesagt, dass die Steuern in Zukunft gesenkt werden müssen. Das wird von der SP und auch von anderen bestritten. Aber wir haben alle gesagt: Wir müssen das Geld dort ausgeben, wo es nötig ist.

Werte Anwesende, Sie müssen doch zugeben, dass nicht jedes Einzelkind und jede einzelne Gastfamilie gleich viel Zeit für die Betreuung benötigt. Es gibt Gastfamilien und Kinder, in denen es fast automatisch läuft und ganz gesetzeskonform vor sich geht. Einfach wie aus dem «Büechli». Und dann gibt es wieder Fälle, wo es überhaupt nicht läuft, sei nun der Fehler bei der Gastfamilie, bei den Kindern oder beim Zusammenwirken. Dort gibt es mehr Aufwand. Ich kann also wirklich nicht begreifen, wenn man einfach plakativ sagt, pro platziertes Kind braucht es eine 10-Prozent-Stelle. Das will mir nicht in den Kopf.

Zudem will man doch die Qualität beibehalten, wie gesagt wurde. Es braucht Leute, welche diese Qualität überprüfen können. Da habe ich überhaupt keine Differenz. Wir sollten wirklich versuchen, diesen Vorstoss als Motion zu überweisen; vor allem auch Punkt 1, der vom der Regierung abgelehnt wird: «Die Rahmenbedingungen für die Aufnahme von Kindern in Gastfamilien zu überprüfen und anzupassen». Was wollen wir den eigentlich anderes? Wollen wir alles immer beim Alten belassen und sagen, das darf kosten, was es will? Monika Gygax hat es soeben auch gesagt: Immer mehr UMA werden Familienplätze brauchen, und wir werden immer mehr Familien benötigen, die überhaupt Kinder aufnehmen. Aber es darf nicht sein, dass deren Betreuung immer teurer wird. Als Grossrat kann man auch einmal sagen, dass wir bei gleichbleibender oder noch

besserer Qualität etwas herbeiführen wollen, hinter dem wir auch stehen können. Ich glaube, diese Motion will das. Ich werde hier alle Punkte als Motion überweisen.

**Christine Grogg-Meyer, Bützberg (PEV).** Ich muss nun noch etwas loswerden, denn ich habe selber jahrelang in einer solchen Pflegefamilienorganisation gearbeitet und Kinder, Jugendliche und Familien begleitet. In diesem Vorstoss geht es ja vor allem um die UMA; wenigstens hat der Regierungsrat darauf sehr stark Bezug genommen. Dazu möchte ich einfach ganz persönlich etwas sagen.

Mir ist klar, in diesem Vorstoss geht es nicht um eine Abzockerei und es geht auch nicht darum, dass wir die Qualität schmälern wollen. Ich möchte aber einfach aus meiner Erfahrung sagen: Seien Sie sich bewusst, was hier geschieht! Manchmal ist es wirklich sehr aufwendig, solche Familien und Kinder zu begleiten. Bei den UMA geht es um solche, die in einem Sondersetting in einer Familie sind. Es geht um solche, die beispielsweise traumatisiert sind und ein schwieriges Sozialverhalten haben, sodass sie nicht in einer Gruppenunterkunft mit anderen UMA leben können und um solche, die noch sehr jung sind. Diese brauchen spezielle Betreuung.

Und nun komme auf die Organisation zu sprechen, die vor allem im Kanton Bern die Betreuungen der UMA übernimmt. Sie erhält 153 Franken für ein solches Kind. Ich habe mit dem Leiter dieser Organisation gesprochen, und er hat mir gesagt, dass mehr als die Hälfte der Kosten an die Familien geht. Das ist richtig so. Diese brauchen ihre Entschädigung, denn es ist nicht einfach. Mit dem verbleibenden Teil muss er die Löhne seiner Mitarbeiter bezahlen, welche diese Begleitungen, Betreuungen und Beratungen machen. Zudem hat er Nebenkosten, Übersetzungskosten für die Kinder, die manchmal pro Tag 10 Franken ausmachen können, Reisespesen usw. Diese Kosten sind knapp ausreichend. Verglichen mit andern Platzierungsorganisationen ist das eigentlich ein Dumping-Preis. Ich sage das jetzt einmal so.

Nach meiner Erfahrung kann man nicht einfach sagen, das funktioniert dann schon in diesen Familien. Vielmehr sind diese mit Dingen konfrontiert, die man nicht einfach so von heute auf morgen lösen kann, gerade wenn es um UMA geht. Diese Kinder oder Jugendlichen können manchmal kein Wort Deutsch. Sie verstehen nicht, wie eine Haushaltung funktioniert, was ein Kühlschrank ist und dass man sich dort nicht einfach bedient usw. Es gibt so viele kleine Dinge, die sehr aufwendig sind, und ich möchte einfach an dieser Stelle sagen: Es ist richtig, wenn man es einmal überprüft und hinschaut. Aber wir dürfen die Qualität dieser Betreuungen und Begleitungen nicht aus den Augen verlieren!

**Le président.** Gibt es weitere Wortmeldungen? – Das ist nicht der Fall. Dann hat Herr Regierungsrat Neuhaus das Wort.

**Christoph Neuhaus, directeur de la justice, des affaires communales et des affaires ecclésiastiques.** Richtigerweise wurde gesagt, es sei wohl vernünftiger, wenn man in junge Jahre investiert, statt später in Justizvollzugsanstalten, Soziales und wer weiss, was sonst noch. Das kostet auch Geld. Das Entscheidende in der Antwort auf diesen Vorstoss steht aber in den letzten zweieinhalb Zeilen: «Abschliessend stellt der Regierungsrat fest, dass im Sinne des Vorstosses Handlungsbedarf besteht, welcher zurzeit im Rahmen des Projekts OeHE bearbeitet wird, weshalb er bereit ist, die Anliegen als Postulat zu prüfen.» Und weil er bereits daran arbeitet, ist das einzig Richtige, das Ganze als Postulat anzunehmen und nicht eine Motion zu überweisen und damit eine offene Tür noch einzuschlagen. Einschlagen können Sie sie allerdings gar nicht, denn sie steht offen. Nehmen Sie also bitte dieses Anliegen als Postulat an.

**Le président.** Der Antragsteller wünscht noch einmal das Wort.

**Markus Wenger, Spiez (PEV), président de la CSéc.** Ich danke für diese Diskussion. Wir haben gerade bei den letzten beiden Einzelsprechenden, Fritz Ruchti und Christine Grogg, gehört, dass ein Spannungsfeld besteht. Und wenn ich in diesem Spannungsfeld sehr unterschiedliche Fenster offerieren muss, dann richte ich meine Pauschale so ein, dass sie im aufwändigeren Fall ausreicht. Genau deshalb macht es Sinn, dass wir hier hinschauen, und ich kann die Haltung bezüglich Motion oder Postulat nicht ganz teilen. Wenn die Türe schon offensteht, dann fahren wir doch mit dem Zug hindurch und überweisen den Vorstoss als Motion. Mir ist es wirklich ein Anliegen, dass am Schluss die Qualität stimmt und dass wir dort nicht etwas wegsparen.

**Le président.** Wir kommen zur Abstimmung. Sie haben gehört, dass wir über eine Motion abstimmen. Ich mache das ziffernweise. Wer Ziffer 2 als Motion annehmen will, stimmt ja, wer das ablehnt, stimmt nein.

Vote (ch. 2)

---

Décision du Grand Conseil :

Adoption

Oui 112

Non 9

Abstentions 12

**Le président.** Sie haben Ziffer 2 als Motion angenommen. Wer Ziffer 3 als Motion annehmen will, stimmt ja, wer sie ablehnt, stimmt nein.

Vote (ch. 3)

---

Décision du Grand Conseil :

Adoption

Oui 111

Non 7

Abstentions 15

**Le président.** Auch Ziffer 3 wurde angenommen.